

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 5 AVRIL 2017

Présents : Claude OLIVE, Président, Emmanuel ALZURI, Eric BONNAMY, Louis DARRIBEROUGE, Jean-René ETCHEGARAY, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Alain IRIART, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Marc LESPAGE, Philippe NEYS, Jean-Paul SALDUCCI, Jacques VEUNAC, Michel VEUNAC (jusqu'au rapport n°4), Martine BISAUTA (jusqu'au rapport n°7), Florence LASSERRE-DAVID, Marie-Ange THEBAUD

Absents ou excusés : Nathalie MOTSCH, Michel SOROSTE.

Procurations :

- Nathalie MOTSCH à Michel VEUNAC
- Michel SOROSTE à Jean-René ETCHEGARAY
- Martine BISAUTA à Jean-Paul SALDUCCI à partir du rapport n°8

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°7 : ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2017

Monsieur le Président présente le rapport suivant :

En 2016, la fréquentation du réseau de transport public a poursuivi sa progression avec plus de 9 millions de voyages ; l'impact positif des modifications d'offres survenues en septembre 2015 se poursuit.

Concernant **le réseau de transport public urbain**, 2017 sera consacré à la mise en œuvre d'importants marchés signés fin 2016. Ces marchés concrétisent des événements majeurs tels que :

- La désignation d'un nouveau délégataire pour organiser le réseau de transports urbain Chronoplus : le nouveau contrat de DSP a été signé le 22 décembre 2016 avec la société Keolis pour une durée de 7 ans du 1^{er} avril 2017 au 31 décembre 2023. Ce nouveau contrat représente une contribution de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité de près de 136,5 M€ correspondant à 171,7 M€ de charges d'exploitation et 35,2 M€ de recettes d'exploitation (hors indexation) sur les 7 années du contrat.
- La signature d'un marché avec la société Irizar pour l'acquisition d'un système de transport électrique de 18 véhicules électriques de 18 m pour le projet de Tram'Bus pour les lignes 1 et 2. Le montant total du marché est estimé à 28 M€. Ce coût comprend l'acquisition du système de transport électrique (véhicules et infrastructures) ainsi que de la maintenance et de la location de batteries sur 15 ans. Outre l'aspect novateur du véhicule en Europe, il est mis au point avec les services du STACBA avec un objectif de mise en exploitation de la première série de véhicules en 2019. Il offrira un grand confort et de nombreuses technologies embarquées.
- La signature d'un marché avec la société XEROX pour l'acquisition d'une nouvelle billettique permettant de développer un nouveau support de titres répondant aux nouveaux usages de la mobilité (post-paiement, open payment, interopérabilité avec le réseau de transport régional et transfrontalier ...). Le montant estimatif du marché est de 7 M€.
- Enfin, la mise à disposition de nouveaux abris voyageurs par la Société JC. Decaux. 262 abris seront installés sur le réseau existant de transports et 101 abris sur les lignes 1 et 2 du Tram'Bus. Cette mise à

BAYONNE – ANGLET – BIARRITZ – BOUCAU – BIDART – SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

15, avenue Foch – CS88507 – 64185 BAYONNE CEDEX – Tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

disposition d'abris se fait à titre gratuit puisque le prestataire se rémunère sur les affiches publicitaires. Le contrat est d'une durée de 17 ans.

Le nouveau contrat qui a été signé et effectif depuis le 1^{er} avril 2017 avec la Société Keolis constitue la pierre angulaire du nouveau système de mobilité et prend notamment en compte :

- les travaux des 2 lignes de Tram'Bus avec leur conséquences financières liés aux modifications d'itinéraires et dégradation de temps de parcours, dans la limite de ce qui a été contractualisé avec Keolis ;
- la mise en service de BHNS électriques ;
- le lancement d'un nouveau réseau Chronoplus à compter de juin 2019 pour accompagner le lancement du Tram'Bus ;
- un effort plus important pour développer une politique marketing et commerciale pour amplifier le report modal vers le bus : engagement de 11,8 millions de passagers en 2023».

Sur les actions en faveur des mobilités alternatives, l'accompagnement du changement de comportement en matière de déplacements des salariés, pour favoriser une mobilité durable va constituer également un axe de travail fort. Ainsi le développement de la démarche de Plan de Déplacements Inter-Entreprises va rentrer dans une phase active avec le lancement de la démarche PDIE d'Izarbel, zone d'activité représentant environ 1 000 salariés.

Concernant la promotion du vélo une étude sera engagée afin de définir les besoins du territoire. L'objectif est de proposer une offre de services de mobilité vélo suivant ces différents usages : longue durée, courte durée et occasionnelle.

Pour 2017, la modernisation du réseau se poursuit avec la poursuite des travaux du Tram'Bus.

Le projet de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) est entré dans sa phase opérationnelle avec le démarrage des premiers travaux de concessionnaires au droit de la rue Maubec qui ont débuté en octobre 2016 et s'achèveront en avril 2017. Ces travaux ont occasionné la nécessité de mettre en place d'importantes déviations des lignes les plus fréquentées du réseau de transport urbain, des lignes départementales des réseaux 64 et 40. Le Dossier de Déclaration d'Utilité Publique commun aux lignes du projet a été déposé auprès des services de l'Etat en décembre. L'enquête publique doit se dérouler dans le courant du printemps.

Ligne 1 :

Les premières phases de travaux du Tram'bus ont commencé sur Anglet (secteur Jean-Léon Laporte, giratoire des Marais) et Bayonne (secteurs des Hauts de Bayonne et du Boulevard du BAB sur sa section entre Marinadour et Balichon). Ces travaux seront terminés au début de l'été.

A partir de septembre commenceront les travaux sur le centre de Bayonne (Place de la République et le rue Maubec) à Anglet (avenue de Bayonne) ainsi qu'à Biarritz. Ces travaux dureront jusqu'au début de l'été 2018.

L'ensemble de ces travaux représente un engagement financier pour 2017 d'environ 22,3 millions d'euros.

Un important processus de communication a été mis en place fin 2016 en prévision du démarrage des travaux. Il se traduit par une communication orientée projet mais aussi par une communication de proximité au travers de lettres info travaux distribuées sur chaque secteur de chantier. Un site Internet dédié au Tram'bus verra le jour courant avril.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

En appui à ce processus de communication, 3 médiatrices ont été recrutées pour chaque ville concernées par les travaux du Tram'bus. La médiatrice d'Anglet a pris ses fonctions en novembre, celle de Bayonne en février et la médiatrice de Biarritz arrivera début juin du fait d'un démarrage des travaux en septembre.

Enfin, le processus de mise en place de la commission d'indemnisation est en cours. Le Tribunal Administratif a nommé un magistrat pour présider la commission et l'ordre des experts comptables et les services fiscaux sont en cours de désignation de leurs représentants respectifs.

Ligne 2

Le marché de Maîtrise d'œuvre pour la ligne 2 a été attribué fin 2016 à EGIS pour un montant de 1,7 M€. Les études de la ligne 2 ont débuté en mars et se termineront à l'automne 2017 pour un montant de 680 K€.

L'exécution du budget 2016

Les résultats prévisionnels pour l'exercice 2016 font apparaître un résultat de fonctionnement excédentaire de l'ordre de 8,3 M€ et une capacité d'autofinancement de 10,8 M€, soit un chiffre supérieur à celui de 2015 (7,9 M€) qui représente 34,7 % des recettes réelles.

Compte tenu d'un capital restant dû de 3,39 M€, la capacité de désendettement du Syndicat est limitée à 0,3 soit moins de 4 mois au 31/12/2016.

Le solde de la section d'investissement avant restes à réaliser devrait être positif de 10,7 M€, chiffre ramené à 6,9 M€ en incluant les restes à réaliser. Le résultat global 2016 après restes à réaliser est donc positif (+15,3 M€).

Les résultats de l'exercice 2016 seront repris par anticipation au budget primitif.

Les orientations générales 2017 :

1. Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général :

Ces dépenses comprennent des prestations diverses (maintenances, contributions...) mais également des contrats de prestation de service (sur le contrôle qualité, sur la DSP renouvelée le 1er avril 2017, sur le versement transport).

La communication sur les actions du Syndicat (214 k€), comprenant notamment une communication institutionnelle et numérique, est développée en particulier aussi bien en direction des entreprises (challenge mobilité, PDE/PDiE), qu'en direction des usagers (présence dans des salons, semaine de la mobilité, plateforme d'informations multimodales incluant le covoiturage).

Les études et recherches sont également en hausse (290 k€). Il est proposé plusieurs études portant sur les transferts de compétences (transport scolaire, transport interurbain), la mobilité (Plan de Déplacement d'Entreprises et inter-Entreprises en Zones d'Activités), ainsi que sur les déplacements des voyageurs transfrontaliers dans le cadre du projet E-mobask et la gestion des données.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Charges à caractère général	714 747	917 885

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les charges de personnel et indemnités des élus :

Ces charges intègrent le personnel mis à disposition par l'Agglomération auprès du Syndicat (598 k€), l'embauche de 3 médiateurs sur le projet Tram'Bus étant programmée, ainsi que les indemnités des élus (57 k€).

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Charges de personnel et Indemnités des élus	509 000	655 400

La Contribution Financière Forfaitaire :

L'année 2017 est une année de transition concernant le financement de la délégation de service public pour la gestion du réseau de bus (DSP). En effet, à compter du 1^{er} avril 2017, le STACBA va confier la gestion de son réseau de transport à la société Keolis pour une durée de 7 ans. Transdev assurant sa mission jusqu'au 31 mars 2017.

Le nouveau contrat de DSP qualifiée de régie intéressée fait apparaître de nouvelles modalités financières qui se différencient par rapport au fonctionnement actuel. Le STACBA verse actuellement à Transdev une contribution financière forfaitaire qui est la différence des charges moins les recettes, et ce soumis à une indexation.

Avec le nouveau contrat de DSP, le STACBA versera à Keolis un forfait de charges, soumis à indexation, et recevra de la part de Keolis un engagement de recettes commerciales (cf. partie 2).

Le montant des orientations budgétaires 2017 prend en compte les éléments suivants :

- 1^{er} janvier au 31 mars 2017 : 4,5 M€ au titre de la contribution de Transdev soumis à une indexation de 14,20 % pour la période 2009/2016 et une provision de 1% pour 2017 ;
- du 1^{er} avril au 31 décembre 2017 : 19,62 M€ au titre du forfait de charges de Keolis, soumis à une indexation provisoire de 1% pour 2017.

Même si les recettes commerciales ne font plus partie de ce chapitre budgétaire dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec Keolis (cf. partie 2), il est à noter que le montant contractuel pour 2017 est de 3,73 M€.

Au global, le montant du coût de la DSP pour 2017 s'élève à 20,39 M€. Le surcoût de l'année 2017 par rapport au précédent exercice est donc de 3,16 M€. Cette différence importante s'explique selon les raisons suivantes :

- le nouveau contrat prend en compte directement le coût du transport scolaire dans son forfait de charges alors que dans le contrat avec Transdev, le coût du transport scolaire était versé au chapitre « autres charges de gestion courante ». Le montant 2016 était de 1,8 M€. En ôtant le coût du service scolaire, le delta entre nouveau et ancien contrat n'est plus que de 1,36 M€ correspondant notamment :
- aux travaux du Tram'Bus générant un surcoût financier important en lien avec la fermeture à venir du pont St Esprit à Bayonne à la rentrée 2017, et obligera à mettre en œuvre des déviations majeures des lignes du réseau Chronoplus ;
- au prolongement des travaux Maubec (mise à niveau des réseaux) jusqu'à début mai 2017 pour un coût supplémentaire de 100 k€. Ce montant n'a pu être pris en compte dans l'offre de Keolis fin novembre 2016 puisque la ville de Bayonne a informé le STACBA du décalage de calendrier courant février 2017 ;
- aux nouveaux coûts unitaires du contrat avec Keolis ont été réajustés puisque les prix du contrat avec Transdev étaient basés sur des euros 2009. Il y a donc une mise à jour des coûts de service avec un coût en euros 2016 ;
- l'indexation a été provisionnée à hauteur de 1% pour 2017 ce qui représente un montant de 193 k€.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les orientations budgétaires prennent également en compte la possibilité de déclencher l'option n° 1 « Vélo » dès le début du contrat avec Keolis. Le financement de ce service est fondé sur le même principe que le réseau de bus. Le forfait de charges pour 2017 est de 252,4 k€ et les recettes commerciales contractuelles sont de 45,67 k€, soit un coût du service estimé à 206,73 k€. Une étude va être engagée avec Keolis dès l'entrée en fonction du contrat pour travailler à l'adaptation de ce service pour être au plus proche des besoins du territoire.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Contribution financière forfaitaire	17 230 000	24 376 030

Autres charges de gestion courante:

Comme vu précédemment, le nouveau contrat de DSP prévoit que le forfait de charges de Keolis prenne directement en compte le coût du transport scolaire. Pour 2017, seuls les 3 premiers mois de l'année nécessitent de maintenir 780 k€ de dépenses au titre du solde du Trimestre 1 et le paiement du Trimestre 2 à Transdev. Il n'y aura donc plus de versement sur ce dossier dans ce chapitre budgétaire à compter du 1^{er} avril 2017.

Comme pour le coût du transport scolaire, la gestion administrative du transport scolaire est directement prévue dans le forfait de charges de Keolis. Pour 2017, il convient de régler à Transdev uniquement le Trimestre 1 à hauteur de 26 k€.

Le nouveau contrat de DSP ne prévoit plus de bonus dans le cadre des contrôles qualité qu'effectuent les services du STACBA dans le cadre du contrôle du délégataire. Le STACBA appliquera par contre un malus si le service n'est pas fait suivant les engagements contractuels. Pour 2017, il a été pris en compte la régularisation du Trimestre 4 de 2016 et la provision pour le Trimestre 1 de 2017 pour un montant de 42 k€.

Comme pour 2016, il est prévu une dépense de 90 k€ de compensation du délégataire au titre du Pass'Uhabia sur la commune de Bidart.

On retrouve également dans ces charges la participation à l'AUDAP (60 k€), ainsi qu'une subvention aux entreprises (42 k€) pour les accompagner dans la mise en place de PDE.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Autres charges de gestion courante	2 193 000	1 045 000

A noter qu'une provision de 100 k€ est prévue pour le remboursement aux entreprises d'un trop perçu de versement transport.

Intérêts de la dette :

Il s'agit principalement du remboursement des intérêts des emprunts. Son montant diminue du fait de la baisse de l'encours.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Intérêts de la dette	154 000	117 615

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes commerciales :

Comme cela a été présenté dans le cadre du financement du nouveau contrat de DSP avec la société Keolis à compter du 1^{er} avril (cf. partie 1), les recettes commerciales ne seront plus déduites des charges d'exploitations mais versées directement par le nouveau délégataire Keolis au STACBA dans le cadre d'un mandat de gestion.

Les recettes commerciales contractuelles du réseau Chronoplus pour l'année 2017 s'élèveront donc à 3,73 M€.

A cela, il convient également d'ajouter les recettes commerciales contractuelles liées à l'option n°1 « Vélo » pour un montant 2017 de 45,67 k€.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Recettes commerciales	Sans objet	3 776 919

Le versement transport :

Le Versement Transport constitue la principale recette du Syndicat. Depuis le 1^{er} janvier 2016, il est versé par les entreprises d'au moins 11 salariés, et est calculé sur un pourcentage de la masse salariale dont le taux a augmenté de 1,8% à 2%. Le montant du versement transport réalisé en 2016 est de 23,09 M€.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Versement transport	22 200 000	23 500 000

Les contributions des collectivités :

Les contributions des collectivités membres constituent le 2^e poste de recettes après le VT. Il est proposé qu'elles augmentent de 2% en 2017.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Contributions des collectivités	4 878 160	4 975 724

Les participations navettes :

Il s'agit des participations des collectivités au titre des navettes de Bayonne, Biarritz, Anglet, Bidart et de l'hôpital. Ces participations augmentent en raison d'une indexation de 1,5% en 2017.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Participations navettes	1 123 095	1 139 793

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Dotation et compensation de la part de l'Etat :

Dans le cadre du financement du service scolaire, le Syndicat percevra la Dotation Générale de Décentralisation de l'Etat pour un montant de 814,5 k€, dotation dont le montant est fixe depuis 2009.

La compensation par l'Etat de la perte du Versement Transport, suite au changement du seuil d'assujettissement de « plus de 9 » salariés à « au moins 11 » salariés, devrait représenter 1% du montant perçu en 2016 (290 k€). Elle devrait être versée au printemps 2017 pour 2016, puis trimestriellement.

Les participations au titre du transport scolaire :

Les participations au titre des transports scolaires que le STACBA percevait des Conseils départementaux 64 et 40 et des villes, étaient calculées sur la base d'un nombre d'élèves abonnés ainsi que sur le coût du transport scolaire par enfant. Ce coût étant maintenant pris en compte dans le forfait de charges du nouveau contrat de DSP, ces calculs ne sont plus justifiés. Reste à régler à Transdev le solde du premier trimestre 2017.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Participations transport scolaire	893 000	290 000

Une reprise sur provisions :

En 2012, vingt sociétés qui mettaient en cause la légitimité des syndicats mixtes d'instituer le versement transport sur leur territoire, avaient déposé un recours devant le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale (TASS) pour obtenir le remboursement du versement transport perçu par le STACBA entre fin 2009 et fin 2010. Compte tenu des risques existants, le comité syndical avait décidé dans une délibération du 31/10/2013, de provisionner la somme de 1 105 041,47€ pour litige. La totalité de ces sociétés s'étant désistée en 2016, il est proposé de reprendre cette provision.

3. L'équilibre de la section de fonctionnement

Malgré une forte augmentation des dépenses réelles (+6,3 M€ par rapport au voté 2016, soit +30%), la capacité d'autofinancement reste conséquente à 7 M€ et représente 19% des recettes réelles.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Dépenses réelles (hors 022)	20 910 747	27 221 930
Recettes réelles	30 213 081	36 271 803
Capacité d'autofinancement	7 734 028	7 008 873

4. Les dépenses d'investissement

Le remboursement du capital de la dette :

Le remboursement du capital de la dette s'élèvera pour 2017 à 1 M€, soit une légère augmentation par rapport à 2016 du fait de la progressivité de l'amortissement.

En € courants	Voté en 2016	Orientations budgétaires 2017
Capital dette actuelle	993 000	1 005 500

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les immobilisations incorporelles:

Le chapitre présente diverses études (vélos et auto-partage, et outil de cartographie des transports) ainsi que des acquisitions de plateformes de mise à disposition et gestion des données (216 k€) et d'informations multimodales (115 k€).

Subventions d'équipement versées aux communes:

La mise en accessibilité des points d'arrêts se poursuit. Il convient de rappeler que le Syndicat n'est pas maître d'ouvrage sur ces aménagements qui relèvent des communes. Un fonds de concours de 190 k€ est proposé pour la mise à niveau des quais, basé sur l'Agenda d'Accessibilité Programmée de 2017.

Les immobilisations corporelles :

Le programme de renouvellement des bus constitue le premier poste de dépense, avec l'achat de 6 bus standards, 9 minibus électriques et 6 minibus thermiques (3,65 M€) et leurs équipements pour 94 k€ (livrées et cellules de comptage).

Deux nouveaux marchés ont été signés pour le Système d'Aide à l'Exploitation et l'Information Voyageurs pour continuer à équiper les nouveaux véhicules (192,4 k€).

Le changement de système billettique qui a fait l'objet d'une Autorisation de Programme en 2016, se poursuit cette année (786 k€).

En 2017 les services vélos se développent, avec l'achat d'une flotte de 170 vélos à assistance électrique (240,5 k€), 50 vélos pliants et 20 vélos classiques, ainsi que les abris de stationnement.

En € courants	Voté en 2016 (hors reste à réaliser)	Orientations budgétaires 2017
Investissements hors TCSP	2 240 000	5 189 196

Les travaux d'infrastructure :

Le STACBA participe à hauteur de 200 k€ pour le Pôle d'Echanges Multimodal de Bayonne.

Les Crédits de Paiement des deux Autorisations de Programme des lignes de Tram'bus sont ajustés aux montants suivants :

- 23,4 M€ pour Tram'bus 1
- 600 k€ pour Tram'bus 2

5. Les recettes d'investissement

Recettes liées à la récupération de TVA :

Il s'agit de la récupération de la TVA liée aux investissements, soit via le Délégitaire pour les investissements de 2017 (550 k€), soit par la voie fiscale pour ce qui concerne le Tram'bus (354 k€).

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Reprise des résultats 2016 :

Outre la reprise du résultat d'investissement de l'exercice 2016 (+10,72 M€), est prévue l'affectation en réserve de l'excédent de la section de fonctionnement 2016 (+8,37 M€).

Recettes liées aux subventions d'investissement :

Dans le cadre du projet Tram'bus et de son plan de financement prévisionnel, une seconde subvention de l'Agglomération Côte Basque - Adour d'un montant de 5,5 M€, sur une participation totale de 15 M€, sera versée au Syndicat, de même que le solde de la subvention octroyée par le Conseil Départemental 64 pour un montant de 1,15 M€, ainsi que 2,9 M€ versés par l'Etat dans le cadre de la convention AFITF.

Au vu de ces éléments, il vous est proposé :

⇒ De débattre sur les orientations du budget pour 2017.

DONT ACTE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 05. AVR. 2017.

Affiché le ... 05. AVR. 2017

Le Président

Claude OLIVE

SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

: 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 05/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/04/2017